NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

1- Œuvre d'Orient
https://oeuvre-orient.fr/evenements/inauguration-de--lexposition-haut-karabagh-un-patrimoine-chretien-en-danger/

Inauguration de l'exposition "Haut-Karabagh : un patrimoine chrétien en danger"

Du 2 au 25 février 2022, venez découvrir **l'exposition " Haut-Karabagh : un patrimoine chrétien en danger "** à la Mairie du 5e arrondissement de Paris.

L'inauguration aura lieu le **mercredi 2 février 2022 à 19h00**, en présence de **Madame Loussiné Karakhanian, Ministre de la culture et de l'éducation du Haut-Karabagh.**

Mercredi 2 février 2022

19h : inauguration

Mairie du 5e arrondissement,

21 Place du Panthéon 75005 Paris

Le 27 septembre 2020, l'Azerbaïdjan, avec l'appui de la Turquie, attaque la

République du Haut-Karabagh, soutenue par l'Arménie.

4 000 soldats arméniens et plusieurs dizaines de civils ont trouvé la mort durant les 44 jours de guerre.

90 000 Arméniens du Haut-Karabagh ont été contraints de fuir leurs maisons et de se réfugier en Arménie.

Le 10 novembre 2020, des accords de cessez-le-feu entrent en vigueur à l'avantage de l'Azerbaïdjan. Le Haut-Karabagh se retrouve coupé de l'Arménie et du reste du monde. Une seule route le relie à l'Arménie, le corridor de Berdzor/Latchin, encadré par l'armée russes. Les régions conquises par l'Azerbaïdjan sont fermées aux journalistes indépendants ainsi qu'à l'Unesco.

Le Haut-Karabagh, « Artsakh » en arménien, est historiquement une région de la Grande Arménie, premier royaume chrétien. Son patrimoine religieux est un témoignage inestimable de la brillante civilisation chrétienne arménienne.

Les édifices religieux ont été délibérément bombardés par les troupes azerbaïdjanaises pendant la guerre de 2020 afin de détruire la présence chrétienne et arménienne sur ce territoire. Malgré le cessez-le-feu, cette menace perdure.

Ces monuments précieux sont les témoins resplendissants de la civilisation chrétienne du Haut-Karabagh et de la Grande Arménie. Dispersés à travers un paysage montagneux saisissant, églises, couvents et *khatchkars* (pierre-croix) illustrent et soulignent la foi profonde du peuple arménien depuis presque deux millénaires.

À travers cette exposition, L'Œuvre d'Orient veut faire connaître le patrimoine arménien chrétien du Haut-Karabagh et rendre hommage à l'Artsakh et son peuple, présence bien vivante, aujourd'hui en péril.

Inscription sous réserve des places disponibles et des restrictions sanitaires.

2- Courrier d'Erevan

21/01/2022

https://www.courrier.am/fr/actualite/le-representant-special-de-lue-se-rend-en--armenie-et-en-azerbaidjan

Le représentant spécial de l'UE se rend en Arménie et en Azerbaïdjan

Le représentant spécial de l'Union européenne pour le Sud-Caucase et la crise en Géorgie, Toivo Klaar, se rendra en Arménie et en Azerbaïdjan en marge d'une visite régionale avec l'ancienne Ambassadrice de France en Ukraine et à Chypre, Isabelle Dumount.

"Je suis heureux d'être de retour dans la région pour une visite conjointe de l'UE et de la France avec Isabelle Dumount et d'autres collègues, afin de donner suite aux rencontres de Bruxelles. J'attends avec impatience les réunions de fond avec les dirigeants azerbaïdjanais et arméniens dans les prochains jours", a déclaré Toivo Klaar sur Twitter.

Source: Armenpress

_____

3- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2022
Maria Zakharova répond à la menace d'Aliev : Le corridor de Latchine est (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Maria Zakharova répond à la menace d'Aliev : Le corridor de Latchine est contrôlé par les forces russes de paix au Haut-Karabagh

Les questions liées aux relations entre l'Azerbaïdjan et la France devraient être commentées par les représentants de ces pays, l'Azerbaïdjan et la France a

indiqué la représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, lors de son intervention hebdomadaire face à la pesse. Elle faisait ainsi référence aux menaces proférées par le président azéri Aliev à l'encontre de Valérie Pécresse, candidate aux présidentielles françaises.
Dans une interview le 12 janvier, Ilham Aliv avait menacé d'arrêter l'élue française qui s'était rendue en Artsakh en décembre, affirmant que s'il avait su, de cette présence de Valérie Pécresse au Haut-Karabagh les forces azéries *« ne l'auraient pas laissé partir*".

Le journaliste a demandé comment Moscou avait réagi à la déclaration du président azéri, en général, est-ce techniquement et physiquement possible dans le domaine de responsabilité des forces russes de maintien de la paix ?
En réponse à la question, le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a rappelé la procédure de visite des territoires sous la responsabilité des forces russes de paix au Haut-Karabagh. Conformément aux dispositions de la déclaration trilatérale Poutine-Pachinian-Aliev adopté le 9 novembre 2020.

Selon l'accord conclu, après la guerre de 44 jours en 2020, les forces de maintien de la paix russes seront déployées le long du corridor de Lachine. Selon le 6e point de la déclaration du 9 novembre, le corridor de Lachine est sous le contrôle des soldats de la paix russes et l'Azerbaïdjan garantissant la sécurité des mouvements bilatéraux des citoyens, des véhicules et des marchandises à travers le corridor de Lachine.

« Le commandement de l'unité russe de maintien de la paix a établi l'ordre des visites dans la zone de maintien de la paix, y compris les citoyens étrangers, les organisations internationales, le personnel des missions, etc. Cette procédure est bien connue des parties azéri-arméniennes. En particulier, selon cette procédure, les soldats de la paix russes devraient être dûment informés à l'avance de ces visites. »C'est encore notre approche de base" a déclaré Maria Zakharova, rappelant les dispositions de la déclaration trilatérale.

La déclaration d'Aliev a été condamnée non seulement par la presse et la société française, mais aussi par le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qui a déclaré que les déclarations du président azéri Ilham Aliev envers la candidate à la présidentielle française Valérie Pécresse, étaient inacceptables.

Valérie Pécresse, est arrivée en Arménie en décembre, puis est partie pour

l'Artsakh afin de rencontrer le président de la République de l'Artsakh Arayik Harutyunyan et le ministre des Affaires étrangères Davit Babayan. Sources Armenpress.

Krikor Amirzayan

4- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2022
https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89033

Vahan Hounanian -l'Arménie n'a pas de conditions préalables à la délimitation

Le ministère arménien des Affaires étrangères a répondu à la déclaration du ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, selon laquelle « les conditions préalables posées par Erevan pour commencer la délimitation sont inacceptables pour Bakou. »

Invité à commenter, Vahan Hounanian, porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères, a déclaré à ARMENPRESS que l'Arménie n'avait pas de conditions préalables en matière de délimitation, et qu'il s'agissait d'accords.

ARMENPRESS – Le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Jeyhun Bayramov, répondant aux propositions de l'Arménie relatives au processus de délimitation et de démarcation, a déclaré que les conditions préalables posées par Erevan pour lancer la délimitation sont inacceptables pour Bakou. Quel est votre commentaire ?

Vahan Hounanian – Je crois qu'il y a un malentendu sur cette question. La partie arménienne n'a pas de conditions préalables sur la question de la délimitation. C'est une question d'accords. La déclaration du 26 novembre à Sotchi du Premier ministre de la République d'Arménie et des présidents de la Fédération de Russie et de l'Azerbaïdjan indique que les parties sont convenues de « prendre des mesures en vue d'accroître le niveau de sécurité et de stabilité à la frontière

azerbaïdjano-arménienne et d'avancer vers la formation d'une commission trilatérale pour la délimitation et la démarcation ». Cet accord a été réaffirmé et un accord sur le lancement d'un processus de retrait des troupes a été conclu lors de la rencontre trilatérale du 14 décembre entre les dirigeants arméniens et azerbaïdjanais à Bruxelles, sous la médiation du président du Conseil européen. Ainsi, les propositions de la partie arménienne ne portent pas sur des conditions préalables, mais plutôt sur la réalisation des accords qui ont été conclus. La République d'Arménie estime que le processus de délimitation doit être lancé rapidement, conformément aux accords susmentionnés.

ARMENPRESS.

_____

5- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2022
Erevan précise ses conditions pour la démarcation des frontières – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Erevan précise ses conditions pour la démarcation des frontières

Le ministre des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a confirmé mercredi 19 janvier que l'Arménie a fixé un certain nombre de conditions pour entamer la démarcation de sa longue frontière avec l'Azerbaïdjan souhaitée par la Russie.

La Russie ainsi que les États-Unis et la France, les deux autres coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, estiment qu'un tel processus permettrait d'éviter les combats meurtriers qui éclatent régulièrement à divers endroits de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Cette question figurait en bonne place à l'ordre du jour des discussions entre le

Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, organisées par le président russe Vladimir Poutine à Sotchi en novembre dernier. Aliyev et Pachinian se sont engagés à mettre en place une commission conjointe sur la délimitation et la démarcation des frontières d'ici la fin du mois de décembre. Il a également été convenu que Moscou faciliterait le travail de la commission.

Cependant, la commission n'a toujours pas été formée. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a déclaré la semaine dernière que Bakou et Erevan n'avaient pas encore surmonté leurs divergences sur le processus de démarcation.

M. Lavrov a également déclaré que Moscou avait reçu de nouvelles « propositions » arméniennes concernant les activités de la commission et qu'il les communiquerait à la partie azerbaïdjanaise. Il ne les a pas dévoilées.
M. Mirzoyan a confirmé ces propositions mais a donné peu de détails. Il a seulement déclaré qu'elles impliquaient « un ensemble de mesures » destinées à apaiser les tensions sur la frontière fortement militarisée.

« Nous pensons que tant qu'il n'y aura pas de mécanismes concrets et de mesures concrètes pour renforcer la stabilité et la sécurité dans la zone frontalière et pour aider à prévenir de nouveaux affrontements […], cette commission aura du mal à travailler », a déclaré M. Mirzoyan au Parlement arménien.

Le ministre a indiqué que ces mesures devraient inclure un retrait mutuel des troupes arméniennes et azerbaïdjanaises de leurs postes frontaliers et le déploiement d'observateurs internationaux sur place.

M. Pachinian a défendu à plusieurs reprises l'idée d'un retrait des troupes au cours des derniers mois. Jusqu'à présent, Bakou ne l'a pas soutenue.

Les membres de l'opposition et le médiateur des droits de l'homme du pays, Arman Tatoyan, ont exprimé de sérieux doutes quant à cette idée, affirmant qu'elle pourrait mettre en danger la sécurité des résidents des villes et villages frontaliers arméniens. M. Mirzoyan a tenté de dissiper leurs inquiétudes lors de la séance de questions-réponses de son gouvernement à l'Assemblée nationale.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

6- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2021
https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88988

Tigran Abrahamyan : les Azerbaïdjanais se déplacent librement sur le territoire souverain de l'Arménie

À la suite de diverses opérations, attaques et autres actes d'agression, les forces azerbaïdjanaises se déplacent désormais librement sur le territoire souverain de l'Arménie, a déclaré mardi le député Tigran Abrahamyan, qui représente le bloc d'opposition Avec Honneur aux journalistes à l'Assemblée nationale.

Se référant à la déclaration du ministère arménien des Affaires étrangères selon laquelle « l'un des moyens d'éviter une nouvelle escalade de la situation pourrait être le retrait en miroir des troupes de la frontière arméno-azerbaïdjanaise », le député a déclaré que ce n'était pas logique.

"Imaginez une situation où nous nous retirons conditionnellement de 3 km supplémentaires. Nous nous retirons d'un grand nombre de colonies, de communications, qui obtiennent, par exemple, le statut de zone neutre. Et surveillerons-nous la prochaine agression azerbaïdjanaise ? Jusqu'où sommes-nous Si nous croyons que l'Azerbaïdjan est sur notre territoire souverain, à quoi bon renoncer à 3 km dans notre zone et prendre du recul ? C'est au-delà de la logique », a noté Abrahamyan.

Il a souligné que les autorités essaient de montrer qu'elles font des efforts pour améliorer la situation, mais qu'elles « nous mettent en fait dans une situation bien pire ».

"Les autorités actuelles soit n'évaluent pas les nouvelles menaces qui en découlent pour l'Arménie, soit, ce qui est plus probable, font délibérément de nouvelles concessions et pertes, pour lesquelles chaque citoyen arménien, quel que soit son lieu de résidence – à Erevan, Gyumri ou dans une communauté de Syunik – devra en payer le prix », a déclaré Abrahamyan.

Il a souligné que l'Azerbaïdjan essayait de faire pression sur l'Arménie et d'obtenir de nouvelles concessions.

"Malheureusement, notre problème n'est pas seulement que l'Azerbaïdjan essaie d'empêcher la modernisation des forces armées arméniennes par tous les moyens, mais aussi que les autorités arméniennes tiennent compte de ces appels et dans cette situation, notre armée reste dans un état qui ne satisfait pas les citoyens », a déclaré le législateur.

Source Panorama.am

7- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2022
Alain Simonyan et Nancy Pelosi conviennent que le règlement définitif du (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Alain Simonyan et Nancy Pelosi conviennent que le règlement définitif du conflit du Haut-Karabagh ne peut avoir lieu que sous les auspices des coprésidents du groupe de Minsk

Le 19 janvier, le président de l'Assemblée nationale d'Arménie, Alen Simonyan, a rencontré la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy

Pelosi.
Au cours de la réunion, Alen Simonyan a présenté les progrès constants réalisés par l'Arménie dans le renforcement des institutions démocratiques et de l'État de droit après la révolution de velours de 2018. Il a souligné les efforts des autorités et du Parlement arméniens pour lutter contre la corruption et accroître la transparence et la responsabilité, ainsi que le rôle d'élections libres et équitables pour garantir l'irréversibilité des réformes.
Alen Simonyan a attiré l'attention de son collègue sur le fait qu'en 2018-2021, l'Arménie a amélioré son indice de perception de la corruption de Transparency International de 35 à 49, et Freedom House estime que l'indice mondial de liberté a augmenté positivement. : Les parties ont réaffirmé que la démocratie est l'un des piliers les plus importants de la coopération arméno-américaine. Alen Simonyan a présenté un certain nombre de réformes législatives en Arménie dans des domaines spécifiques.

Le président de l'Assemblée nationale a informé son homologue de l'état actuel du conflit du Haut-Karabagh et de la situation dans la région après la guerre de 44 jours. Il a réaffirmé la volonté de l'Arménie d'œuvrer pour une paix et une sécurité durable dans la région. Il a souligné que les autorités azéries continuent de menacer ouvertement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Arménie et continuent d'empiéter sur son territoire. Les parties ont convenu que le règlement définitif du conflit du Haut-Karabagh ne peut être atteint que par des négociations pacifiques sous les auspices des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE. Les questions liées à la libération immédiate des prisonniers de guerre arméniens par l'Azerbaïdjan, ainsi que l'ouverture de toutes les lignes de communication dans la région ont également été discutées.

Les interlocuteurs ont fait référence au renforcement des relations interparlementaires arméno-américaines et ont souligné l'expansion de la coopération dans cette direction. Dans ce contexte, le Président de l'Assemblée nationale d'Arménie a salué les activités du Caucus arménien du Congrès, qui bénéficie d'un soutien bilatéral et joue un rôle clé dans le renforcement de ces relations. Alen Simonyan a remercié la présidente Nancy Pelosi et tous ses collègues pour leur précieuse contribution à la reconnaissance du génocide arménien et à l'adoption de la résolution.

Au cours de la réunion, Nancy Pelosi a reçu l'Ordre d'honneur à l'occasion du

30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République d'Arménie et les États-Unis pour sa contribution significative au renforcement et au développement de l'amitié arméno-américaine.
La réunion a réuni le républicain Kevin McCarthy, un chef de minorité à la Chambre des représentants des États-Unis, les républicains David Valladolid, Gus Bilirakis, les démocrates Frank Pallone, Jackie Spear, Adam Schiff et Anna Ashun.

Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

_____

8- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2022
Les États-Unis ont fait don de 665 000 dollars à l'Arménie en matériel médical (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Les États-Unis ont fait don de 665 000 dollars à l'Arménie en matériel médical pour un hôpital mobile

L'ambassadrice des Etats-Unis en Arménie, Lynn Tracey et le haut-gradé militaire de l'US Air Force, le général Edward Vohn ont assisté a assisté à une cérémonie à l'Hôpital militaire central à Erévan le 19 janvier avec la remise de 665 000 dollars en équipements médicaux d'un hôpital mobile. L'équipement comprend des défibrillateurs, des équipements à rayons X, des tentes, des générateurs et d'autres accessoires.

L'ambassadrice Lynn Tracey, soulignant le courage et le dévouement du personnel médical militaire arménien, a affirmé *« Vous soignez et apaisez vos camarades soldats, en les plaçant au-dessus de vous. Nous espérons que cet équipement vous aidera à sauver la vie des gens et à améliorer leur vie ». « Cet équipement aidera les forces armées arméniennes à sauver des vies en fournissant les meilleurs soins médicaux possibles aux militaires, et cet événement démontre une fois de plus le partenariat des États-Unis avec nos homologues arméniens »* a déclaré le général Vohn.

Selon la source, l'événement a marqué un nouveau chapitre dans le partenariat à long terme des États-Unis avec l'Arménie – pour accroître la capacité de *« réponse aux catastrophes civile-médicale, militaire-médicale »* en Arménie. Au cours de l'année écoulée, entre autres initiatives de coopération en matière de sécurité, le Commandement européen des États-Unis, par l'intermédiaire du Bureau de la coopération militaire de l'ambassade des États-Unis en Arménie, a fait don de grandes quantités d'équipements de protection anti-coronavirus et d'équipements médicaux de diagnostic aux installations médicales arméniennes, construites ou réparé un certain nombre de postes de secours.
Selon l'ambassade des États-Unis en Arménie, en plus de participer à l'événement de remise de non-équipement, le général Vohn a également rencontré de hauts responsables des ministères arméniens de la défense et des situations d'urgence pour discuter du partenariat de sécurité arméno-américain. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

9- Courrier d'Erevan
20/01/2022
Europa Nostra et l'Association européenne des archéologues appellent à une protection complète du riche patrimoine multiculturel autour du Karabakh (courrier.am)

Europa Nostra et l'Association européenne des archéologues appellent à une protection complète du riche patrimoine multiculturel autour du Karabakh

La Fédération paneuropéenne des associations créées pour promouvoir et protéger le patrimoine culturel et l'environnement naturel de l'Europe, Europa Nostra, et l'Association européenne des archéologues ont publié une déclaration commune appelant à une protection complète de l'intégrité, de l'authenticité et de la diversité du riche patrimoine multiculturel du Haut-Karabakh et des territoires environnants.

Selon la déclaration, l'objectif principal est de faciliter l'organisation d'une mission d'experts indépendants dans le Haut-Karabakh et ses environs afin de créer les conditions nécessaires à la préservation du patrimoine multiculturel et multiconfessionnel en danger dans la région. En outre, il s'agit de promouvoir la paix, la réconciliation et l'instauration d'un climat de confiance dans la région, dans l'intérêt non seulement de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, mais aussi de l'ensemble de l'Europe.

« Les représentants de deux grandes organisations non gouvernementales européennes dédiées à la promotion et à la protection du patrimoine culturel. – Europa Nostra et l'Association européenne des archéologues, ainsi que des membres actifs de l'Association européenne du patrimoine, travaillant en étroite collaboration avec l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, confirment que, ensemble, nous attachons de l'importance à la protection intégrale de l'intégrité et de la diversité du riche patrimoine culturel de la région du Caucase en tant que région multiculturelle du Caucase et de l'Europe au sens large. Nous déplorons et condamnons donc tout acte de dégradation, de

destruction ou de dénaturation de sites du patrimoine culturel survenu à la suite d'un conflit ou d'un manque de respect pour l'une des cultures qui s'épanouissent dans le Caucase, en particulier dans et/ou autour du Haut-Karabakh, mondialement connu. Sur la base d'un grand nombre de documents internationaux et européens, nous rappelons que de telles actions sont clairement inacceptables et illégales.

Et dans le contexte des accusations inquiétantes de dommages délibérés, de destruction et/ou de déformation du patrimoine culturel émanant de divers milieux, une recherche scientifique complète et objective sur le patrimoine culturel riche et diversifié de la région est une priorité urgente », indique la déclaration.

Dans le même temps, Europa Nostra et l'Association européenne des archéologues exhortent l'Azerbaïdjan et l'Arménie à coopérer et à remplir les obligations assumées dans le cadre des structures internationales.

En conclusion, les entités susmentionnées offrent leur riche expertise en matière de patrimoine pour contribuer à la protection adéquate de la diversité du patrimoine culturel du Haut-Karabakh, des territoires environnants, ainsi que d'autres régions du Caucase.

« Les organisations sont prêtes à travailler avec toutes les parties prenantes pour soutenir l'utilisation du patrimoine culturel (matériel ou immatériel) comme un pont entre les différentes communautés et comme un vecteur pour construire le respect, la confiance et le dialogue nécessaires à l'établissement d'une paix et d'une prospérité durables », indique le communiqué.

10- Le Courrier d'Erevan
17/01/2022
Le retrait immédiat des points de contrôle azéris des environs des localités reste une question essentielle : l'ombudsman de l'Artsakh (courrier.am)

Le retrait immédiat des points de contrôle azéris des environs des localités reste une question essentielle : l'ombudsman de l'Artsakh

Le Défenseur des droits de l'homme de la République d'Artsakh Gegham Stepanyan et le Procureur général Gurgen Nersisyan ont visité les communautés de Karmir Shuka et Tagavard de la région de Martuni de la République d'Artsakh pour recueillir des faits sur le bombardement vers les communautés mentionnées et ses conséquences.

Selon le service de presse du bureau de l'Ombudsman de l'Artsakh, d'après les faits recueillis, la partie azerbaïdjanaise a effectué des tirs intensifs en direction des zones peuplées depuis des positions proches de colonies pacifiques.

Un véhicule UAZ appartenant à un civil, garé dans la cour d'un immeuble résidentiel, a été brûlé avec trois civils à l'intérieur, le 10 janvier, suite à un bombardement. Le bâtiment résidentiel en question se trouve à environ 50 mètres de l'école maternelle. En raison de la fusillade et de l'embrasement de la voiture, les enfants ont été effrayés et le fonctionnement normal du jardin d'enfants a été perturbé. Les enfants qui fréquentaient la maternelle ont été évacués d'urgence.

Lors d'une inspection du lieu par la police, les balles ont été trouvées dans le coffre de la voiture. Des restes de munitions ont également été trouvés dans la cour d'une autre maison dans la partie centrale de la communauté.

Le même jour, des tirs d'obus azéris dans l'un des pâturages appartenant à la communauté de Tagavard ont endommagé le bétail de l'un des résidents, et le berger a pu se mettre à l'abri et se rendre chez lui en toute sécurité.

Le 10 janvier, la partie azerbaïdjanaise a tiré pendant environ 15 minutes sur quatre civils effectuant des travaux agricoles dans la communauté de Nakhijevanik du district d'Askeran de la République d'Artsakh, sans faire de victimes, mais en endommageant le matériel agricole appartenant aux villageois. Les civils ont été sous le feu pendant plus d'une heure et n'ont été retirés de la zone que grâce à l'intervention des casques bleus russes.

« Le bombardement par l'Azerbaïdjan de colonies civiles est une attaque contre les droits des civils, avant tout le droit à la vie. Les actions criminelles de l'Azerbaïdjan visent à intimider, à créer une atmosphère de peur et de désespoir parmi la population de l'Artsakh. Les incidents d'aujourd'hui et les nombreux cas similaires enregistrés au cours de l'année écoulée montrent clairement que, sous le couvert d'une fausse paix, la partie azerbaïdjanaise continue de promouvoir un programme d'expulsion des Arméniens d'Artsakh, maintenant dans une peur constante de la population civile dans tout l'Artsakh, en particulier dans les régions frontalières. En termes de sécurité et de protection des droits du peuple d'Artsakh, le retrait immédiat des bases armées azerbaïdjanaises de la proximité des zones peuplées pacifiques est crucial », a déclaré le Défenseur des droits de l'homme dans un communiqué.

11- Les Nouvelles d'Arménie
20/01/2021
https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88996

Levon Ter Petrossian critique durement Nikol Pachinian

Le Premier ministre Nikol Pachinian et son équipe politique ne sont pas déterminés à faire de l'Arménie une démocratie établie, selon un proche de l'ancien président Levon Ter-Petrosian.

Dans une interview accordée au service arménien de RFE/RL, Levon Zurabian, vice-président du parti du Congrès national arménien (HAK) de Ter-Petrosian, a pointé du doigt les mesures de répression en cours contre les groupes d'opposition qui ont obtenu de bons résultats aux élections locales de décembre.

« Bien que l'opposition ait gagné [dans certaines communautés locales,] ils ne la laissent pas former ses gouvernements [locaux], en utilisant la pression de la police et en espérant que (…) ils puissent coopter quelques personnes et former leur propre gouvernement », a déclaré Zurabian. « Nous avons vu ce qui s'est passé à Vartenis, à Parakar et dans d'autres endroits ».

« Partout, il est clair que ces personnes [au pouvoir en Arménie] ne sont pas préparées à la démocratie », a-t-il affirmé.

À Vartenis, une petite ville située à 160 kilomètres à l'est d'Erevan, deux groupes de l'opposition ont remporté 14 des 27 sièges du conseil local, ce qui leur a permis d'installer leur candidat commun à la tête de la communauté qui comprend également deux douzaines de villages voisins.

Les 14 membres de l'opposition du nouveau conseil de Vartenis ont élu le candidat, Aharon Khachatrian, à la tête de la communauté le 30 décembre. Toutefois, la police n'a pas permis à Khachatrian de prendre ses fonctions le 4 janvier, invoquant une action en justice intentée par le Parti du Contrat civil au pouvoir.

Une autre figure de l'opposition à Vartenis a été arrêtée pour corruption le mois dernier. Les hommes politiques de l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme à Erevan ont condamné son arrestation, affirmant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la répression gouvernementale contre les personnalités qui ont battu le parti de Pachinian dans certaines des trois douzaines de communautés qui ont élu leurs conseils locaux le 5 décembre.

Le Contrat civil a subi son plus gros revers électoral à Vanadzor, la troisième plus grande ville d'Arménie. Il n'y a obtenu que 25 % des voix, contre 39 % pour le bloc local dirigé par l'ancien maire de Vanadzor, Mamikon Aslanian.

Aslanian était donc bien placé pour retrouver son poste. Mais il a été arrêté le 15 décembre pour des accusations de corruption qu'il a rejetées comme étant politiquement motivées.

M. Zurabian a également condamné l'arrestation d'Aslanian. « Ce n'est pas de la justice. Ils le punissent pour les avoir vaincus », a-t-il déclaré.

M. Pachinian faisait partie de la centaine de dirigeants mondiaux invités au « Sommet virtuel pour la démocratie » organisé par le président américain Joe Biden en décembre. S'adressant à l'assemblée, il s'est engagé à « consolider la démocratie » en Arménie. Dans des commentaires écrits publiés au cours du week-end, M. Ter-Petrosian a accusé le « régime de Pachinian » de vouloir « s'accrocher au pouvoir à tout prix ».

L'ancien président, âgé de 77 ans, s'en est également pris aux principales alliances de l'opposition arménienne dirigées par deux autres anciens présidents, Robert Kocharian et Serzh Sarkisian. Il a déclaré qu'elles faisaient tout pour « prendre le pouvoir » dans le pays.

Contrairement à ces alliances, le HAK de Ter-Petrosian n'a remporté aucun siège au Parlement arménien lors des élections anticipées de juin.

Les trois ex-présidents tiennent Pachinian pour responsable de la défaite de l'Arménie dans la guerre de 2020 avec l'Azerbaïdjan.

M. Zurabian a insisté mardi sur le fait que M. Pachinian et son équipe avaient perdu le « droit moral » de gouverner le pays après la guerre de six semaines.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

12- Les Nouvelles d'Arménie
21/01/2021
https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=89072

Le patriarche arménien d'Istanbul commente le processus de normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie

Le patriarche arménien d'Istanbul Sahak Mashalyan, ainsi qu'un certain nombre de représentants de la communauté arménienne, ont commenté le processus de normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie, indique Hurriyet.

« Nous devons reconnaître que toutes les actions qui visent à renforcer les relations entre pays voisins, qui ont une histoire profonde, sont précieuses tant en termes d'investissement que de culture. Il est très important pour les Arméniens d'Istanbul que les relations s'améliorent de jour en jour, que les deux communautés apprennent à se connaître, à travailler ensemble, à faire des investissements et à trouver des valeurs culturelles communes », a déclaré M. Mashalyan.

« Le début des vols aériens m'a rendu optimiste. Les frontières devraient être ouvertes, il devrait également y avoir des relations diplomatiques, ce serait la première étape. Les relations doivent se développer », a déclaré Edward Danzikian, rédacteur en chef du journal Agos, en faisant référence aux relations arméno-turques.

Le représentant des Fondations pour les minorités, le professeur Toros Aljan, abordant le sujet, a déclaré : "Je considère que c'est un pas positif, je considère

que c'est un pas retardé. J'espère que la paix reviendra. Et sans guerre, la porte d'une nouvelle amitié s'ouvrira.

ARMENPRESS.

_____**13- Courrier International**
18/01/2022
https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-larmenie--reprend-le-dialogue-avec-la-turquie-dans-un-esprit-de-defaite

L'Arménie reprend le dialogue avec la Turquie "dans un esprit de défaite"
Le 14 janvier, à Moscou, la Turquie et l'Arménie ont entamé des discussions afin de rétablir leurs relations bilatérales, rompues il y a près de trente ans. Pour la presse arménienne, ce rapprochement se fera au détriment d'Erevan, qui risque notamment de devoir renoncer à la reconnaissance du génocide.
"*Une première rencontre depuis 2009, et visiblement pas la dernière*", note le quotidien russe **Kommersant**, alors que la Turquie et l'Arménie ont entamé des discussions visant à rétablir leurs relations bilatérales, rompues en 1993. En 2009, les deux pays ont déjà signé un accord visant à normaliser leur relation, mais Erevan ne l'a jamais ratifié. Depuis vingt-huit ans, les relations diplomatiques étaient inexistantes et la frontière commune fermée.

À Moscou, où a eu lieu l'échange, le 14 janvier, les deux pays "*ont échangé leurs vues préliminaires sur le processus de normalisation dans une atmosphère positive et constructive*", lit-on dans les communiqués des ministères des Affaires étrangères turc et arménien, cités par le quotidien russe, qui se réjouit du fait que les représentants turc et arménien ont même eu "*la possibilité de parler en tête-à-tête*".

Et *Kommersant* de souligner : l'important est qu'en dépit d'un passé très lourd "*les deux parties arrivent à s'abstraire des questions conflictuelles [reconnaissance du génocide arménien dans l'Empire ottoman en 1915-1923, conflit ethno-territorial au Haut-Karabakh, tensions à la frontière arméno-azerbaïdjanaise et prétentions territoriales de Bakou envers l'Arménie, soutenues*

par Ankara] et à rétablir un dialogue non pas trilatéral [incluant la Russie], mais bilatéral".

Gestes de bonne volonté

Du côté de la Russie, le vice-ministre des Affaires étrangères, Andreï Roudenko, témoigne dans *Kommersant* que "*les deux parties se sont montrées prêtes à mener un dialogue constructif et non politisé, dans un esprit d'ouverture et visant des résultats concrets, pour aller, par petits pas, du plus simple au plus compliqué*".

Les deux capitales ont procédé à des gestes de bonne volonté. Le 13 janvier, Ankara a donné son accord à la compagnie aérienne arménienne Flyone Armenia pour effectuer des vols bihebdomadaires Erevan-Istanbul-Erevan dès le 2 février, rapporte le site **Sputnik Armenia**. Une première depuis des décennies.

De son côté, Erevan n'a pas prolongé l'embargo, en vigueur entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021, sur l'importation de marchandises turques, relaie le site **Novosti Armenia.** Officiellement, "*pour pouvoir à son tour exporter les produits arméniens vers la Turquie*".

L'Arménie "acceptera tout"

Qui sont les émissaires des deux pays ? Côté turc, c'est Serdar Kilic, poids lourd de la diplomatie turque, ancien ambassadeur à Washington, qui s'est énergiquement battu pour "*empêcher les États-Unis de reconnaître officiellement le génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman [en 1915-1923]*", croit savoir le site **Eurasia Daily.** Côté arménien, le représentant est Rouben Roubinian, vice-président du Parlement, membre du parti au pouvoir, Contrat civil, et ancien vice-ministre des Affaires étrangères.

Le turcologue arménien Tiran Lokmaguezian déplore ce choix dans les pages du journal **Golos Armenii,** estimant que l'émissaire arménien est "*un homme arrivé au pouvoir à la faveur de la vague révolutionnaire [en 2018]*" et qui fait bien pâle figure face à Kilic. Cela ne signifie qu'une chose, souligne Lokmaguezian : "*Notre*

gouvernement va à ces pourparlers dans un esprit de défaite, et ce en pleine connaissance de cause. J'ai bien peur que l'Arménie accepte tout ce que les Turcs mettront sur la table."

Autre turcologue arménien, Rouben Melkonian, interrogé par le site **Verelq,** abonde en ce sens : "*Il ne faut rien attendre de positif de ces négociations, car la Turquie veut les mener à partir de préconditions insultantes et inacceptables pour l'Arménie [notamment, celle de renoncer à faire reconnaître le génocide par la Turquie]. L'Arménie, quant à elle, est impréparée et affaiblie*".

Bakou en coulisses

Dans ce dialogue, un troisième acteur se tient en coulisses : Bakou. Ankara agit "*tout en tenant compte des intérêts de l'Azerbaïdjan*", et, pour renforcer sa position, l'alliance turco-azerbaïdjanaise n'hésite pas à recourir à l'intimidation. *Verelq* rapporte que, dans le Haut-Karabakh, le 10 janvier, soit quatre jours avant la rencontre de Moscou, des tirs nourris ont retenti en direction de la région de Martouni. Des agriculteurs arméniens ont été pris pour cible par des soldats azerbaïdjanais dans la région d'Askeran, la voiture d'un Arménien a été la cible de jets de pierres près de la ville de Choucha.

Enfin, le 11 janvier, trois soldats arméniens ont été tués et deux blessés dans une escarmouche, cette fois à la frontière azéro-arménienne, non gardée depuis la perte par les Arméniens des deux tiers du Haut-Karabakh à l'issue de la guerre contre l'alliance turco-azerbaïdjanaise, en 2020. On a compté un soldat mort côté azerbaïdjanais.

Pour **Eurasia Daily,** il est certain que "*les principales questions de fond sont déjà réglées au niveau politique supérieur, et que via ces pourparlers sur le terrain neutre de Moscou, Ankara et Erevan vont simplement donner corps et existence à ces décisions dans l'espace public*". De toute évidence, "*côté arménien, il y aura davantage de concessions, vu la réalité d'après-guerre*".

Alda Engoian

14- Courrier International
18/01/2022
https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/negociations--vu-de-turquie-reprendre-langue-avec-larmenie-pourquoi-pas

Vu de Turquie : reprendre langue avec l'Arménie, pourquoi pas ?
Selon la presse turque, même si l'Arménie est un petit acteur sur l'échiquier régional, les négociations en cours à Moscou en vue d'un éventuel rétablissement des liens diplomatiques entre Ankara et Erevan revêtent des avantages sur le plan local et géopolitique.

Vendredi 14 janvier, à Moscou, la Turquie et l'Arménie ont entamé un cycle de pourparlers destinés à normaliser leurs relations diplomatiques. En 2009 déjà, un rapprochement et des négociations avaient eu lieu entre les deux pays historiquement ennemis, mais elles avaient fini par achopper, en raison des pressions exercées par l'Azerbaïdjan sur Ankara.

"*La victoire azérie [à la suite de la guerre de septembre-novembre 2020] et le rattachement de la province du Karabakh à l'Azerbaïdjan ont réglé ce problème, ouvrant la voie à une normalisation des relations*", estime le quotidien turc progouvernemental **Sabah.** "*On constate toutefois que le lobby arménien ne cesse pas ses attaques contre la Turquie*", regrette le journal. Et l'éditorialiste de préciser :

"*Même si l'Arménie n'est pas un voisin indispensable à la Turquie, il ne servirait à rien, par une attitude de rejet trop ferme, de pousser davantage les Arméniens dans les bras des Russes et des Iraniens.*"

Enjeux politiques et économiques

D'autres titres soulignent non seulement l'importance de la géopolitique régionale, mais aussi les enjeux politiques nationaux : "*Le fait que ces négociations aient lieu à Moscou montrent bien que la Russie est loin d'être hors jeu dans la région*", analyse le rédacteur en chef du média en ligne **Ahval.** "*La fin du boycott économique, le rétablissement des liaisons aériennes et peut-être l'ouverture des frontières entre les deux pays sont des points positifs*", ajoute-t-il,

alors que la Turquie est en proie à une forte crise économique.

Mais la mémoire du génocide qui fit un million et demi de morts parmi les Arméniens de Turquie (1915-1923) est encore à vif et représente un obstacle majeur au rapprochement des deux pays. Le Premier ministre arménien Karol "*Pachinian a récemment déclaré qu'il ne considérait pas la reconnaissance du 'génocide' comme un préalable à l'ouverture de négociations, ce qui est une avancée positive*", se réjouit néanmoins le quotidien **Milliyet.**

Risque d'une nouvelle guerre ?

Le 19 janvier devra par ailleurs se tenir à Istanbul une commémoration des quinze ans de l'assassinat de Hrant Dink, journaliste et intellectuel arménien de Turquie abattu par un ultranationaliste devant le journal bilingue turco-arménien *Agos,* rappelle le média en ligne **Bianet.**

Mais pour le rédacteur en chef d'*Ahval,* une éventuelle normalisation entre les deux pays ne suffira pas "*à écarter totalement le risque d'une nouvelle guerre, surtout qu'Erdogan, pour assurer sa réélection lors des élections de 2023, pourrait être tenté par une aventure militaire dans la région*".

15- Courrier International
20/01/2022
https://www.courrierinternational.com/article/monuments-un-riche--armenien-veut-eriger-la-plus-haute-statue-du-christ-du-monde

Un riche Arménien veut ériger la plus haute statue du Christ du monde

Le multimillionnaire Gaguik Tsaroukian a lancé un concours pour réaliser, en Arménie, la statue de Jésus la plus haute du monde, dans le but de rappeler que ce pays est le premier du monde à avoir érigé le christianisme en religion d'État.

L'Église arménienne n'est pas enthousiaste mais les sculpteurs, si.

"*Nous montrerons au monde entier que nous sommes la première nation chrétienne sur terre [depuis l'an 301]*", a déclaré Gaguik Tsaroukian en lançant, le 14 janvier, le projet pharaonique qu'il souhaite financer, rapporte le site **Ekho Kavkaza.**

Il s'agit de réaliser d'ici à la fin 2022 une "*nouvelle carte de visite de l'Arménie*" : une statue géante de Jésus-Christ, "*haute de 33 mètres, comme l'âge du Christ, sur un piédestal de 65 ou 77 mètres*", précise cet ancien sportif de haut niveau, fondateur et président du parti Arménie prospère, l'homme le plus riche d'Arménie avec ses 500 millions de dollars d'actifs, selon **Forbes Russia.**

"*La statue deviendra protectrice de notre pays, de notre peuple*", explique Tsaroukian. L'homme d'affaires indique que l'œuvre devra être posée "*en hauteur*", sur une colline quelque part en Arménie, et aura pour vocation de "*sortir le peuple arménien du désespoir provoqué par la défaite dans la guerre du Haut-Karabakh en 2020 [contre l'alliance turco-azerbaïdjanaise]*".

Le micro-trottoir d'*Ekho Kavkaza* à Erevan, la capitale, récolte des avis mitigés des citoyens. "*Il ferait mieux de penser [à aider] notre armée*", relève une habitante.

[…]

Alda Engoian

(la suite réservée aux abonnés)

16- Slate

18/01/2022

Trente ans après sa dissolution, l'URSS est-elle en train de se reconstituer en Asie centrale? | Slate.fr

Trente ans après sa dissolution, l'URSS est-elle en train de se reconstituer en Asie centrale?

Cyrille Bret , Florent Parmentier et Telos

L'envoi de 3.000 soldats de l'OTSC pour soutenir le régime du président Tokaïev au Kazakhstan laisse deviner les objectifs stratégiques de Vladimir Poutine.

Trente ans après la dissolution de l'URSS, la Fédération de Russie est particulièrement active dans plusieurs anciennes Républiques socialistes soviétiques (RSS). Rappel des faits: depuis février 2014, en Ukraine, elle actionne tous les leviers de pression (militaires, médiatiques, économiques, culturels, religieux, etc.) pour empêcher le gouvernement de Kiev de renforcer ses liens avec l'Union européenne et l'OTAN; les manœuvres militaires d'ampleur à proximité de la frontière ukrainienne l'ont rappelé avec force en décembre 2021.

Depuis août 2020, en Biélorussie, la Russie a renouvelé son soutien et renforcé son contrôle sur la présidence Loukachenko, frappée de sanctions par l'Union européenne en raison de fraudes électorales et d'opérations de répression massives. Depuis l'été 2020 et la nouvelle guerre au Haut-Karabakh, elle joue le rôle de puissance d'interposition entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan –deux anciennes RSS. Enfin, le 6 janvier 2022, elle a déployé 3.000 soldats au Kazakhstan, à la demande du président Tokaïev, pour répondre aux émeutes sanglantes déclenchées par la hausse brutale des prix du gaz.

Quel est l'objectif de la Russie dans et pour ces États indépendants d'elle depuis 1991? Est-ce de remédier à la «plus grande tragédie du XXe siècle», la dissolution de l'URSS, selon l'expression bien connue du président russe? Est-ce de constituer une «ligue des régimes forts» pour éviter la contagion démocratique dans des États en symbiose historique avec la Russie? Si la rhétorique de la Guerre froide est commode, elle ne doit pas faire illusion: la Russie d'aujourd'hui

n'a ni visée impériale ni vocation mondiale. Crispée dans la défense de son «glacis stratégique», figée dans un culte de l'ordre autoritaire, elle est plutôt inspirée par l'empereur Nicolas 1er (1825-1855) qui avait étouffé tous les mouvements révolutionnaires à travers l'Europe au nom de la monarchie absolue… et des intérêts russes dans le cadre de la Sainte-Alliance formée contre la Révolution française et ses héritiers.

Vers une ligue des régimes autoritaires?

À Nour-Soultan (ex-Astana) aujourd'hui, comme à Minsk et à Damas hier, la diplomatie russe a pour priorité d'étouffer tout mouvement de révolte, y compris par des moyens militaires pour soutenir les régimes en place. En effet, la situation au Kazakhstan a brutalement fait craindre pour la solidité du régime établi en 1991 par Noursoultan Nazarbaïev et continué par Kassym-Jomart Tokaïev depuis 2019. En apparence, rien ne laissait deviner une «situation prérévolutionaire» dans cet État, le plus peuplé, le plus étendu (2,7 millions de km²) et le plus riche des anciennes républiques d'Asie centrale.

Fort d'une population éduquée de 19,2 millions d'habitants, d'un PIB par habitant confortable (25.600 dollars en parité de pouvoir d'achat), d'importantes réserves en hydrocarbures et en uranium, le Kazakhstan avait eu une remarquable stabilité politique sous la houlette de son «président fondateur» Noursoultan Nazarbaïev. De plus, la transition de pouvoir entre Nazarbaïev et Tokaïev s'était apparemment déroulée sous une forme douce, sans révolution de palais: l'ancien président n'a pas eu à fuir le pays dès que le nom de son successeur a été connu. En somme, le Kazakhstan aimait à se présenter comme le «bon élève» de l'Asie centrale.

Fin décembre, la hausse des prix du gaz et des carburants a déclenché des manifestations puis des émeutes violentes à travers le pays, d'abord en province avant de gagner les grandes villes. En cause notamment: une demande intérieure plus importante qu'auparavant liée à une production émergente de bitcoin, cryptomonnaie extrêmement consommatrice d'énergie. Le Kazakhstan en est en effet un grand pays producteur, notamment depuis que la Chine a interdit le minage à l'intérieur de ses frontières au printemps 2021. Cependant, le pouvoir kazakhstanais a volontairement décidé de s'éloigner de cette industrie.

Le régime a réussi à contrôler l'insurrection, au prix d'un lourd bilan: plus de 225 victimes ont déjà été déclarées officiellement. Les moyens de communication ont été coupés par les autorités pour limiter les possibilités pour les manifestants d'en appeler au secours international mais aussi de se coordonner en interne par des réseaux comme Telegram. Et l'usage de la force par les services de sécurité apparaît d'ores et déjà comme fort peu mesuré. Ce qui a surtout retenu l'attention des observateurs est l'intervention russe.

À travers l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), la Russie a déployé un contingent de 3.000 soldats accompagnés de blindés et de véhicules de transport de troupes afin de sécuriser les infrastructures essentielles du pays. Comme à Minsk en 2020 mais aussi comme à Damas et à Caracas, la Russie semble mue par son allergie aux révolutions et aux changements de régime par la rue. De fait, ce soutien aux dictatures habillé par un légalisme sourcilleux répond à un objectif intérieur: montrer aux mouvements d'opposition non systémique en Russie que les émeutes sociales sont promises à l'échec si elles visent la révolution politique. Vladimir Poutine se fait ainsi le digne héritier de l'autocrate Nicolas 1er qui avait multiplié les interventions militaires en l'Europe contre tous les mouvements révolutionnaires susceptibles de remettre en cause l'ordre monarchique, notamment en Pologne.

Toutefois, les amis de la démocratie en Europe, en Asie centrale et en Eurasie ne doivent pas surestimer les motivations idéologiques de la Russie au Kazakhstan comme ailleurs, ni partir du principe que tout opposant à un régime autoritaire est un démocrate. En effet, la Russie ne définit pas la nature des institutions dans les différents pays. Elle assure la survie de régimes fragilisés mais elle ne dicte pas leurs politiques comme au temps de l'URSS. La raison en est simple: les présidents sauvés par la Russie veulent continuer à jouir de certaines latitudes dans la direction de leurs pays dont la population refuse tout impérialisme russe.

Ainsi, au Kazakhstan, une fois le régime confirmé, la présence militaire russe se fera extrêmement discrète, sauf à miner l'autorité du président Tokaïev qui ne peut pas apparaître comme la «marionnette» de Moscou. L'annonce du retrait des troupes russes et de l'OTSC dès le 13 janvier 2022 le souligne: les anciennes RSS veulent limiter (au moins en apparence) la présence militaire russe sur leurs territoires.

La reconstitution du glacis stratégique

Certains observateurs ont vu dans l'intervention de l'OTSC la manifestation d'une «ligue des dictateurs». Ce concept néoconservateur permet de décrire certains traits marquants, comme le fait que, non contents de s'entraider, ces régimes cultivent la même grille de lecture des mouvements sociaux décrits comme des «actions terroristes», des «coups d'État fomentés par l'étranger» ou encore des complots occidentaux. Mais l'idée d'une ligue des dictateurs rend mal compte des rapports de force réels dans ces espaces. Au Kazakhstan comme ailleurs, la constitution d'une «ligue des dictateurs» est bien moins prioritaire pour le Kremlin que la promotion de ses intérêts stratégiques. En effet, l'intervention russe au Kazakhstan est l'occasion pour la Russie de resserrer des liens stratégiques distendus depuis les années 1990.

Loin d'être un satellite de la Russie, cet État d'Asie centrale a en effet cherché à sortir de ce tête-à-tête stratégique: il s'est ouvert largement aux investissements européens, chinois et turcs; en 1994, il a adhéré au partenariat pour la paix de l'OTAN; en 2014, il a refusé de soutenir l'annexion de la Crimée par la Russie, etc. Autrement dit, il a essayé de tracer sa propre voie diplomatique dans toutes les institutions internationales (ONU, OSCE, Organisation de coopération de Shanghaï...).

L'intervention russe a donc pour vocation de modérer les velléités d'indépendance de la présidence kazakhstanaise. Après la fin des opérations de répression et une fois le régime Tokaïev consolidé, celui-ci sera placé dans une dépendance plus grande à l'égard de Moscou, tout comme le président Loukachenko en Biélorussie ou l'Arménie de Nikol Pachinian. Dans toutes les anciennes Républiques influencées par l'Occident, la Russie tente de rétablir son influence: en Ukraine par une stratégie de la tension, dans le Caucase en adoptant la posture du médiateur, et au Kazakhstan en jouant le rôle de protecteur d'une présidence contestée.

Dans tous ces contextes, Vladimir Poutine est moins le continuateur de l'empereur Nicolas 1er qu'en partie l'héritier de la vision de Joseph Staline qui visait à doter la Russie de glacis défensifs pour éviter d'être en contact direct avec l'Occident. Un enjeu majeur pour le régime est ici la stabilité. De fait, de

nombreux analystes russes font le pari que l'ordre mondial sera profondément instable pour au moins les dix prochaines années, les puissances occidentales s'affaiblissant face aux puissances émergentes. Dans ce cadre, ces analystes pensent que la Russie doit constituer un pôle de puissance dans la mondialisation, notamment grâce aux leviers militaires et énergétiques, en soutenant des régimes faisant appel à elle, plus que les dictateurs eux-mêmes.

Aujourd'hui, la Russie ne constitue pas une ligue des régimes autoritaires: elle s'entoure d'une zone d'influence qu'elle ne maîtrise que partiellement. Mais ne s'agirait-il pas alors d'une URSS qui ne dit pas son nom?

S'enraciner dans l'Eurasie

La reconstitution de l'URSS est-elle l'horizon de la politique étrangère russe notamment en Asie centrale? Rien n'est moins sûr, car la diplomatie russe a bien pris conscience de plusieurs changements essentiels en Eurasie.

D'une part, la Russie ne dispose ni des moyens économiques ni des ressources politiques pour «tenir» l'Asie centrale. Elle doit donc savoir définir ses priorités sous peine d'épuiser ses ressources internes, qui restent limitées. Le Kazakhstan est clairement une de ces priorités. Sans ce pays, l'Union économique eurasiatique n'aurait pas une taille critique. La mobilisation de l'OTSC a également permis de protéger rapidement les infrastructures critiques spatiales de Baïkonour. L'Asie centrale est aujourd'hui trop diversifiée pour ne suivre que la Russie, mais pour autant cette dernière prend position, et pour longtemps.

D'autre part, en Asie centrale, l'hégémonie historique de la Russie est contestée par de nouveaux acteurs, bien plus puissants que lors de l'ère soviétique: la République populaire de Chine et la République de Turquie. Même s'il s'agit d'un pays frontalier pour elle, la Chine soutient l'intervention, au nom de l'anti-terrorisme et de la stabilité du régime kazakh. Pékin dénonce les forces externes générant de l'instabilité sociale et incitant à la violence, que l'intervention de l'OTSC vient corriger. Les autres acteurs se trouvent plus attentistes par rapport à la manière dont la situation évolue.

Plus que de constituer un empire dans une logique d'expansion de sa puissance, les ambitions de la Russie sont de juguler les influences étrangères (pas seulement américaines, mais aussi turques et chinoises) dans ces espaces essentiels pour sa sécurité et sa posture stratégique. Cette ambition passe par la

culture et une réaffirmation de l'attachement à la Russie: la patronne du groupe RT, Margarita Simonyan, a par exemple déclaré sur Twitter sa volonté de voir le kazakh écrit en alphabet cyrillique (il doit passer à l'alphabet latin en 2025), de faire du russe la deuxième langue d'État ou de «laisser tranquille» les écoles russes, selon ses mots.

L'intervention de l'OTSC n'est pas la relance de l'empire tsariste ou de l'URSS, mais elle signifie bien une présence militaire russe pour de nombreuses années à venir, avec l'assentiment de la Chine. Reste une question essentielle: qu'en pensent les Kazakhstanais? La réponse est donnée par l'empressement avec lequel la présidence Tokaïev a mis en évidence le retrait des troupes russes dès le 13 janvier 2022 juste après la fin des opérations de répression.

—

Organisation Terre et Culture
10, Cité Héron
75010 Paris
01 48 97 42 58
http://www.terreetculture.org/